

Nouvelles locales du lundi 06 janvier 2014

@rib News, 06/01/2014 | Politique - Le président de la République du Burundi a promulgué le 31 décembre 2013 la nouvelle loi controversée régissant la CNTB. Le vice porte-parole de Nkurunziza précise que ce dernier, en gouvernant le pays, est guidé par la satisfaction de l'intérêt supérieur de la Nation et qu'il devra être redevable devant le peuple burundais. Ainsi, Willy Nyamitwe précise que son patron assumera les conséquences d'une telle loi au moment où des voix continuent de s'élever pour dénoncer son caractère inconstitutionnel. Il ajoute aussi que c'est normal qu'il y ait des personnes qui la qualifient d'inconstitutionnelle. Mais, il voit que ces derniers feraient mieux de s'adresser aux instances habilitées pour la dénoncer.

Cela intervient au moment où la nouvelle loi sur la CNTB prévoit une Cour spéciale qui s'occupera des conflits fonciers qui sera logée à la présidence de la République. De plus, il est stipulé que cette Cour va connaître en premier et dernier ressort les litiges qui lui seront soumis y compris ceux n'opposant pas nécessairement un rapatrié à un président. Cela est considéré par les experts juristes comme une aberration aux yeux du droit. Rappelons aussi que l'adoption de ce projet de loi s'est faite en l'absence des députés de l'Uprona qui avaient promis de se retirer de l'hémicycle. Le FORSC estime que l'année 2013 a été caractérisée par une volonté de recherche de dialogue entre les politiciens burundais. Le directeur général de ce forum qualifie cette attitude de positive, mais il déplore le fait qu'il y a toujours une partie de ces politiciens qui affirme le contraire des conclusions des concertations mettant ainsi en doute la suite du dialogue engagé. Vital Nshimirimana trouve que c'est une attitude à bannir dans une société qui prétend régir un droit et de compromis. Il estime que la force de telles conclusions doit être considérée à sa juste valeur afin d'inciter les politiciens à se parler et à se respecter dans l'intérêt du pays. [bonesha/rtr] | Société - La population de la province de Kirundo accuse la CNTB de ne pas mener des enquêtes pour trancher les litiges fonciers qui lui sont soumis. En effet, ils trouvent que la CNTB se donne le droit d'exiger aux occupants la restitution même des biens acquis par achat à ceux-là même qui les avaient vendus après avoir considéré les pièces justificatives de cette achat-vente. Ils accusent aussi les membres de cette commission de considérer ouvertement les acquéreurs de 3^e ou 2^e rang comme les assassins des anciens propriétaires de ces biens. Ainsi, ils estiment que la CNTB veut monter les gens contre les autres et cela pourra constituer une source de conflits. Ils demandent plus d'enquête afin de ne pas semer le désordre dans un domaine combien sensible dans la vie du pays en général et des habitants de Kirundo en particulier. [rpa] | Santé - Des pluies diluviennes se sont abattues sur la commune de Bubanza le soir de ce dimanche. Selon des sources sur place, 6 personnes ont été blessées et sont pour le moment en train de subir des soins de santé à l'hôpital de Bubanza. De même, 5 églises et 4 écoles ont été détruites, des hectares de champs endommagés dans la seule commune de Bubanza surtout dans la ville de Bubanza et sur la colline Ruyumvu de la même commune. L'administrateur communal fait savoir que la caisse communale est vide et que par conséquent, sa commune ne sera pas capable d'assister les victimes de cet incident. Le gouverneur de la province de Bubanza précise toutefois que les blessés vont bénéficier de soins de santé gratuits durant leur séjour à l'hôpital. Il demande à toute personne bienfaitrice de venir en aide aux victimes. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb/rtr] | Incendie au marché de Kiremba dans la province de Ngozi la nuit de ce dimanche à lundi. Selon des sources sur place, il était 2h du matin quand le feu s'est déclaré brûlant deux tiers des marchandises qui étaient dans les kiosques de ce marché. Certains autres articles ont pu être sauvés par la population qui prêtait main forte pour éteindre le feu en collaboration avec les agents de l'ordre. L'administrateur communal de Kiremba fait savoir que plus de 100 kiosques ont été brûlés. Il précise aussi que le feu aurait eu comme origine la surintensité du courant électrique. Il demande de l'assistance en faveur des commerçants victimes de ce carnage qui sont dans une détresse totale. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb] | Education - Rentrée scolaire ce lundi pour le second trimestre comptant pour l'année scolaire 2013-2014. Les directeurs d'établissements surtout secondaires crient à l'intervention du gouvernement pour résoudre certains problèmes. Ainsi, les directeurs des écoles régimentaires demandent à l'Etat d'intervenir pour apurer les dettes des fournisseurs qui menacent de ne plus approvisionner ces écoles suite aux dettes qui se gonflent chaque jour et qui s'évaluent en centaines de millions. Ils trouvent que les subventions que le gouvernement vient de verser sur les comptes des écoles ne sont pas du tout suffisantes ne fut-ce que pour payer deux semaines de rationnement des élèves. Ils demandent donc au gouvernement de tout faire pour que les élèves continuent d'être nourris. Les autorités éducatives de la province de Muyinga ont quant à elles commencé le second trimestre par une sensibilisation générale afin d'éradiquer le phénomène des grossesses non désirées à une allure inquiétante dans cette province que ce soit au primaire ou au secondaire. Cela se fait au moment où on a observé au 1^{er} trimestre 12 cas de grossesses surtout dans la commune de Muyinga qui elle seule avait enregistré 72 cas lors de l'année scolaire précédente. Le directeur provinciale de l'enseignement à Muyinga jette le tort sur la loi qui ne punit pas les autres personnes que les enseignants. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb]